

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/LIC/M/20

19 novembre 2004

(04-5033)

Comité des licences d'importation

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 30 SEPTEMBRE 2004

Présidente: Mme Victoria Campeanu (Roumanie)

Le Comité des licences d'importation a tenu sa vingtième réunion le 5 mai 2004. L'ordre du jour proposé pour la réunion, qui figurait dans l'aérogramme WTO/AIR/2383, a été adopté.

Table des matières

	<u>Page</u>
1. Respect par les Membres des obligations de notification – Faits nouveaux intervenus depuis la dernière réunion.....	1
2. Notifications.....	5
i) <i>Notifications au titre des articles 1:4 a) et 8:2 b) de l'Accord.....</i>	<i>5</i>
ii) <i>Notifications au titre de l'article 7:3 de l'Accord (réponses au questionnaire sur les procédures de licences d'importation).....</i>	<i>5</i>
iii) <i>Notifications au titre de l'article 5 de l'Accord (nouvelles procédures de licences d'importation ou modifications apportées aux procédures de licences existantes).....</i>	<i>5</i>
3. Examen transitoire au titre de la section 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine	6
4. Rapport (2004) au Conseil du commerce des marchandises.....	12
5. Quatrième examen biennal de la mise en œuvre et du fonctionnement de l'Accord.....	12
6. Autres questions	13
i) <i>Questions posées aux Communautés européennes</i>	<i>13</i>
b) <i>Restrictions relatives à la viande de porc.....</i>	<i>13</i>
c) <i>Restrictions relatives à l'uranium</i>	<i>13</i>
ii) <i>Dates de la prochaine réunion.....</i>	<i>14</i>
 1. Respect par les Membres des obligations de notification – Faits nouveaux intervenus depuis la dernière réunion	

1.1 La Présidente a informé le Comité que les obligations de notification découlant de l'Accord sur les procédures de licences d'importation étaient peu respectées par les Membres. Depuis la réunion précédente, 18 notifications avaient été présentées au titre de diverses dispositions de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. À la date de la réunion en cours, sur un total de 122 Membres (en comptant séparément les CE pour un seul Membre), 24 Membres n'avaient pas présenté de notification depuis leur accession à l'OMC. Au total 88 Membres seulement (en comptant

les CE pour un Membre) avaient présenté des notifications concernant leurs lois et réglementations (au titre des articles 1:4 a) et/ou 8:2 b). Quatre Membres seulement avaient présenté des notifications au titre de ces dispositions depuis la réunion précédente. Cinquante-huit Membres devaient encore présenter leurs notifications. Au total, 83 Membres seulement (en comptant les CE pour un Membre) avaient répondu au questionnaire (au titre de l'article 7:3) depuis l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. S'agissant des notifications au titre de l'article 7:3, la date limite annuelle du 30 septembre n'était pas souvent respectée. Quinze Membres seulement avaient répondu cette année. Vingt-six Membres seulement (en comptant les CE pour un Membre) avaient notifié de nouvelles procédures de licences ou des modifications apportées aux procédures existantes (au titre des paragraphes 1 à 4 de l'article 5). Sur ce nombre, deux Membres avaient notifié des modifications apportées aux procédures de licences d'importation sans présenter de notifications initiales de législation ni de réponses au questionnaire. L'article 5:5 de l'Accord autorisait les Membres à présenter des contre-notifications lorsqu'un Membre considérait qu'un autre Membre n'avait pas notifié l'établissement ou la modification d'une procédure de licence. Aucune contre-notification n'avait été reçue à la date de la réunion en cours. Aucun Membre n'avait demandé de l'assistance technique pour s'acquitter des obligations.

1.2 La Présidente a demandé instamment à tous les Membres qui n'avaient pas encore fourni de renseignements sur leurs lois et réglementations concernant les procédures de licences d'importation de présenter leurs notifications sans plus attendre. Les Membres qui n'appliquaient pas de procédures de licences d'importation ou n'avaient ni loi ni réglementation relevant de l'Accord étaient tenus d'en informer le Comité pour qu'il ait une vision d'ensemble complète des régimes de licences de tous les Membres. Les obligations de notification étaient énoncées clairement dans l'Accord mais aucune sanction n'était prévue pour ceux qui ne s'acquittaient pas des obligations. Il y avait lieu d'améliorer l'échange de questions et de réponses qui suivait la distribution des notifications et qui était une autre activité importante du Comité. Quand le Comité s'était entendu sur la notification prévue à l'article 7:3, il avait fait un pas en avant en concluant un accord sur la teneur du questionnaire (voir l'Annexe au document G/LIC/3). La Présidente a indiqué que le nombre de notifications n'était pas très encourageant et qu'une amélioration était nécessaire.

1.3 La Présidente a rappelé au Comité qu'à la fin de l'année le Répertoire central des notifications envoyait à chaque Membre une liste des notifications qui devaient être faites en vertu de tous les Accords de l'OMC; des rappels périodiques étaient ensuite envoyés (deux fois par an) par le Répertoire central des notifications aux Membres qui n'avaient pas présenté les notifications requises pendant l'année. De plus, le Secrétariat, à titre informel, avait rappelé à plusieurs délégations qu'elles n'avaient pas présenté leurs notifications relatives aux procédures de licences dans une lettre envoyée le 30 juillet 2004 qui contenait un tableau montrant l'état des notifications à cette date et dans laquelle il demandait que les notifications soient présentées bien avant la réunion en cours du Comité. La lettre rappelait aux Membres que le Secrétariat pouvait aider les autorités qui faisaient face à des difficultés.

1.4 Le délégué des États-Unis a remercié les Membres qui avaient présenté des notifications depuis la réunion précédente, y compris le Mexique pour sa notification récente; il a également remercié l'Argentine, l'Inde, le Brésil, l'Indonésie, la Jamaïque et la Chine pour les réponses qu'ils avaient fournies aux questions des États-Unis. Il a remercié le Secrétariat pour ses efforts constants en vue d'encourager le respect des obligations, en particulier pour sa lettre récente et l'offre d'assistance technique. Il a évoqué le faible nombre de notifications présentées par les Membres ainsi que le fait que de nombreux Membres n'avaient jamais présenté de notifications importantes en ajoutant que les licences d'importation constituaient des restrictions non tarifaires très préoccupantes dans certains marchés. Ces notifications et ces réponses étaient un élément essentiel des obligations des Membres de l'OMC et la preuve tangible du respect que les Membres se devaient. Le délégué a également noté que Bahreïn et les Émirats arabes unis avaient fourni des réponses préliminaires au

niveau bilatéral mais il les a encouragés à formaliser leurs observations et à les faire distribuer en tant que documents de l'OMC par souci de transparence.

1.5 Le délégué de l'Inde a demandé une copie de la lettre qui avait été adressée à certaines délégations. La Présidente a indiqué qu'elle n'avait pas été envoyée en tant que document officiel mais l'Inde pouvait avoir une copie.

1.6 La déléguée des CE s'est rangée à l'avis du délégué des États-Unis concernant le faible nombre de notifications et a également remercié et encouragé le Secrétariat pour ses efforts en vue de corriger la situation.

1.7 La déléguée des Philippines a repris à son compte les remerciements pour les efforts déployés par la Présidente et le Secrétariat en vue d'assurer le respect des prescriptions de notification et a encouragé la poursuite de ces travaux ainsi que l'offre d'assistance technique. Elle a fait observer que les obligations de notification étaient plus importantes compte tenu des travaux en cours en matière d'accès aux marchés pour les produits non agricoles dans le cadre desquels les notifications par les Membres d'obstacles non tarifaires, y compris un grand nombre d'obstacles dans le domaine des licences d'importation, étaient examinées.

1.8 Le Comité a pris note de toutes les déclarations.

1.9 La Présidente a dit que depuis la réunion précédente des questions posées par des délégations sur les notifications de régimes de licences avaient été distribuées dans la série de documents G/LIC/Q/-. Malgré les rappels envoyés par le Secrétariat, six délégations seulement avaient répondu aux questions par écrit. Il s'agissait de questions posées aux États-Unis par l'Argentine, l'Inde, le Brésil, la Chine, l'Indonésie et la Jamaïque et de questions posées à l'Australie par l'Indonésie. Les États-Unis avaient posé des questions par écrit à l'Argentine (G/LIC/Q/ARG/1), à l'Inde (G/LIC/Q/IND/8) et à la Jamaïque (G/LIC/Q/JAM/1). Les réponses de la Jamaïque (G/LIC/Q/JAM/2) avaient été reçues trop tard et seraient examinées à la réunion suivante. Les réponses aux questions posées par les États-Unis à l'Argentine avaient été distribuées sous la cote G/LIC/Q/ARG/2, celles de l'Inde sous la cote G/LIC/Q/IND/9, celles du Brésil sous la cote G/LIC/Q/BRA/2, celles de la Chine sous la cote G/LIC/Q/CHN/10, celles de l'Indonésie sous la cote G/LIC/Q/IDN/5 et les réponses aux questions posées par l'Australie à l'Indonésie avaient été distribuées sous les cotes G/LIC/Q/IDN/6 et Add.1.

1.10 Le délégué des États-Unis a dit que s'il y avait des questions complémentaires à poser à l'Argentine, elles seraient communiquées ultérieurement. Il a remercié la Jamaïque pour sa clarification et a dit que la réponse indiquait clairement qu'aucune pièce automobile ne pouvait être importée sauf pour la réparation d'un véhicule enregistré. Si les États-Unis avaient d'autres questions à poser à la Jamaïque, ils les communiqueraient ultérieurement par écrit. Le délégué a également remercié l'Inde d'avoir rendu accessible la version intégrale de tout le document de classification sur le site Web de la Direction du commerce extérieur.

1.11 Le délégué de l'Inde a dit que le recueil avait été affiché dans son entier sur le site Web de la Direction générale du commerce extérieur dans le cadre de la nouvelle politique du commerce extérieur de cinq ans de l'Inde pour la période allant de septembre 2004 à mars 2009. Dès que tous les documents auraient été reçus des autorités de son pays, ils seraient notifiés au Comité des licences d'importation pour respecter les obligations.

1.12 Pour faire suite à une demande présentée à la réunion d'octobre 2003, le délégué des États-Unis a demandé au Brésil de fournir des renseignements sur les prescriptions concernant le système de licences d'importation pour certains composés du lithium, à savoir le carbonate de lithium et l'hydroxyde de lithium. À la réunion précédente, le Brésil avait fourni une réponse préliminaire qui

avait été distribuée sous la cote G/LIC/Q/BRA/2. Le délégué des États-Unis a dit que c'était une réponse partielle aux questions initiales figurant à la page 2 du document distribué sous la cote G/LIC/Q/BRA/1. Le Brésil n'avait pas encore notifié certains éléments de sa législation relative aux prescriptions en matière de licences automatiques et non automatiques concernant les composés du lithium et possiblement d'autres produits qui figuraient sur le site Web pertinent du Secrétariat du commerce extérieur. Les notifications présentées par le Brésil en juin 1998, en février 2002 et en septembre 2003 ne couvraient pas l'ensemble des lois et réglementations concernant le système de licences d'importation et le délégué a indiqué, à titre d'exemple, que le Brésil pourrait maintenir des contingents pour certains composés du lithium, y compris les dispositions de la Loi ministérielle (Portaria) n° 279 de 1997, et que ces contingents étaient administrés en partie au moyen de procédures de licences d'importation. Cette législation ne figurait pas dans les documents susmentionnés et semblait ne pas avoir été notifiée par la suite au Comité. Les États-Unis ont demandé quand le Brésil notifierait cette législation et ces règlements et fournirait des renseignements sur ces prescriptions au Comité. La justification fournie pour l'application de ces restrictions dans le document G/LIC/Q/BRA/2 était très vague. Les restrictions indiquaient que certains éléments du lithium, une fois enrichis, pourraient avoir une application pour la production d'énergie nucléaire; cette phrase ne prouvait pas que l'application était en rapport avec le nucléaire et non avec des usages commerciaux courants tels que la fusion de l'aluminium ou la production de verre, de céramique ou de produits pharmaceutiques. Le délégué des États-Unis ne comprenait pas pourquoi l'Agence de réglementation de l'industrie nucléaire du Brésil exigeait des licences d'importation pour le carbonate de lithium quand le produit n'avait aucune application apparente en rapport avec le nucléaire. Dans la pratique, ces prescriptions relatives au système de licences jouaient le rôle de restrictions quantitatives et les retards à communiquer une réponse plus complète semblaient indiquer que la prescription était motivée par des considérations plus protectionnistes. Les États-Unis avaient entrepris une démarche bilatérale auprès des autorités brésiliennes sur cette question. Le délégué des États-Unis a prié instamment le Brésil de traiter complètement et rapidement la demande d'information et de clarifier le fonctionnement de son système de licences d'importation pour le carbonate de lithium et l'hydroxyde de lithium, et de répondre aux questions suivantes, sans toutefois s'y limiter:

- i) Quelles sont les conditions requises pour demander et obtenir des licences d'importation concernant le carbonate de lithium et l'hydroxyde de lithium?
- ii) Sur quelle base les demandes de licences concernées étaient-elles rejetées?
- iii) Veuillez fournir des renseignements précis pour la période commençant en 2000 sur le volume des importations pour lesquelles des licences avaient été demandées et pour lesquelles des licences d'importation avaient effectivement été accordées.
- iv) Veuillez fournir des statistiques plus complètes sur les importations pour 2003 et 2004, dans la mesure où des statistiques pour 2004 avaient été recueillies (valeur et volume) concernant les composés du lithium par le pays fournisseur.

Les États-Unis feraient distribuer ces questions par écrit et espéraient recevoir des réponses plus complètes. Ils ont demandé que les notifications pertinentes soient présentées au Comité concernant les prescriptions relatives au système de licences pour les composés du lithium.

1.13 Le délégué du Brésil a dit que lorsque les nouvelles questions écrites des États-Unis seraient reçues, elles seraient envoyées aux autorités de son pays afin que cette autre clarification soit apportée dès que possible.

1.14 Le Comité a pris note de toutes les déclarations.

1.15 La Présidente a dit que les réponses de Bahreïn et des Émirats arabes unis aux questions posées par les États-Unis avaient été reçues le jour avant la réunion précédente du Comité tenue en mai 2004. Les réponses n'avaient pas été distribuées en raison de clarifications que devaient apporter Bahreïn et les Émirats arabes unis. Le délégué des États-Unis a encouragé les deux délégations à présenter des réponses officielles dès que possible.

2. Notifications

i) *Notifications au titre des articles 1:4 a) et 8:2 b) de l'Accord*

2.1 La Présidente a rappelé qu'au titre des articles 1:4 a) et 8:2 b) et conformément aux procédures dont le Comité était convenu, tous les Membres étaient tenus de notifier leurs lois, réglementations et procédures administratives et de fournir des copies de toutes publications, lois ou réglementations pertinentes lorsqu'ils accédaient à l'OMC. Toutes modifications ultérieures de ces lois et réglementations devaient également être notifiées.

2.2 Le Comité a noté qu'il avait été saisi pour examen des notifications de la République dominicaine et du Taipei chinois et a rappelé aux Membres que des copies des lois et réglementations présentées en vertu de ces dispositions étaient disponibles au Secrétariat pour consultation par les Membres intéressés.

ii) *Notifications au titre de l'article 7:3 de l'Accord (réponses au questionnaire sur les procédures de licences d'importation)*

2.3 La Présidente a dit que le Comité avait été saisi pour examen des notifications de sept Membres figurant dans l'aérogamme, à savoir la Colombie (G/LIC/N/3/COL/2), Cuba (G/LIC/N/3/CUB/2/Add.1), la République dominicaine (G/LIC/N/3/DOM/2), le Taipei chinois (G/LIC/N/3/TPKM/2), le Guatemala (G/LIC/N/3/GTM/2), Sainte-Lucie (G/LIC/N/3/LCA/2), et la Trinité-et-Tobago (G/LIC/N/3/TTO/4). Par ailleurs, des copies, en anglais seulement, de la dernière notification présentée par la Chine au titre de l'article 7:3 étaient disponibles à la réunion. La Présidente a proposé que cette question soit examinée dans le cadre du MET et que le Comité y revienne à la réunion suivante.

2.4 Le Comité a pris note des notifications.

iii) *Notifications au titre de l'article 5 de l'Accord (nouvelles procédures de licences d'importation ou modifications apportées aux procédures de licences existantes)*

2.5 La Présidente a rappelé qu'au titre des paragraphes 1 à 4 de l'article 5, les Membres qui établissaient des procédures de licences ou qui apportaient des modifications à ces procédures étaient tenus d'en donner notification au Comité dans les 60 jours suivant leur publication. Le paragraphe 2 de l'article 5 énumérait les renseignements qui devraient être inclus dans ces notifications. Les Membres devaient aussi présenter des copies des publications dans lesquelles les renseignements exigés à l'article 1:4 seraient publiés.

2.6 La Présidente a dit que le Comité avait été saisi pour examen des notifications de deux Membres, à savoir l'Argentine (G/LIC/N/2/ARG/7) et l'Australie (G/LIC/N/2/AUS/1).

2.7 Le délégué de l'Australie a dit que la notification avait trait aux substances appauvrissant la couche d'ozone et aux gaz synthétiques à effets de serre. L'Australie avait adopté certaines prescriptions en matière de licences d'importation non automatiques pour certains produits (à savoir les hydrofluorocarbures). Les nouvelles prescriptions étaient une extension du régime de licences non automatiques pour les substances appauvrissant la couche d'ozone qui avait déjà été notifié à ce

comité. Les prescriptions se limitaient à ce qui était nécessaire pour permettre à l'Australie de s'acquitter de ses obligations internationales dans ce domaine.

2.8 Le Comité a pris note des notifications et de la déclaration.

3. Examen transitoire au titre de la section 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine

3.1 La Présidente a rappelé aux Membres que, conformément au paragraphe 18 du Protocole d'accession de la Chine, le deuxième examen transitoire de la mise en œuvre par la Chine de l'Accord sur l'OMC et des dispositions y relatives dudit protocole avait été effectué en 2003 par les organes subsidiaires de l'OMC, parmi lesquels le Comité des licences d'importation, dont le mandat couvrait les engagements de la Chine au titre de l'Accord sur l'OMC ou du Protocole d'accession. Le rapport au Conseil du commerce des marchandises sur l'examen de l'année précédente avait été distribué sous la cote G/LIC/11. Le troisième examen transitoire a été effectué à la réunion en cours.

3.2 La Présidente a déclaré que la Chine était tenue de fournir des renseignements pertinents, y compris ceux spécifiés à l'annexe 1A, à chaque organe subsidiaire avant l'examen. Chaque organe subsidiaire devait présenter dans les moindres délais un rapport sur les résultats de cet examen au conseil compétent, à savoir, dans le cas du Comité des licences d'importation, le Conseil du commerce des marchandises, qui devait à son tour présenter dans les moindres délais un rapport au Conseil général. Selon le paragraphe 18 du Protocole, l'examen transitoire avait lieu après l'accession chaque année pendant huit ans, et était suivi d'un examen final au cours de la dixième année ou à une date plus rapprochée arrêtée par le Conseil général. Selon l'annexe 1A, paragraphe 3 a), la Chine était tenue de notifier au Comité des licences d'importation la "mise en œuvre des dispositions de l'Accord sur les procédures de licences d'importation et de l'Accord de l'OMC par l'application des mesures énoncées à la section 8 du Protocole, y compris [l']indication du délai nécessaire à l'octroi d'une licence d'importation". Le paragraphe 1 de la section 8 du Protocole énonçait les mesures que la Chine devait prendre pour faciliter la mise en conformité avec l'Accord sur l'OMC et les dispositions de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. La Chine était également tenue, entre autres choses, de communiquer au Comité la notification relative à ses procédures de licences d'importation et de lui présenter chaque année un rapport sur ses procédures de licences d'importation automatiques en expliquant les circonstances qui sont à l'origine de ces prescriptions et en justifiant la nécessité de leur maintien. Ce rapport devrait aussi fournir les renseignements énumérés à l'article 3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

3.3 Par ailleurs, la section VII a) de l'annexe 1A du Protocole faisait référence aux réponses aux questions spécifiques soulevées dans le cadre du mécanisme d'examen transitoire et qui devaient être notifiées à l'organe subsidiaire compétent. La Présidente a informé les membres que, depuis la réunion précédente, trois Membres avaient présenté des questions et des observations et qu'elles figuraient dans les communications suivantes: Japon (G/LIC/Q/CHN/11), États-Unis (G/LIC/Q/CHN/12) et CE (G/LIC/Q/CHN/13).

3.4 La Présidente a suggéré de procéder à l'examen en deux parties en examinant d'abord les renseignements spécifiés à la section IV.3 a) de l'annexe 1A, puis ceux de la section VII a) de l'annexe 1A.

3.5 La Chine a présenté une communication, en fin de journée le 27 septembre 2004, qui était disponible en anglais à la réunion.

3.6 Prenant la parole au sujet de la section IV.3 a) de l'annexe 1A, le premier représentant de la Chine a dit que ce n'était pas la première fois que le Comité procédait à un examen transitoire; c'était la troisième année. Il ne pensait pas qu'il était nécessaire de citer tous les paragraphes du Protocole

d'accession de la Chine mais il pensait qu'il serait utile de simplement rappeler aux membres du Comité quelles questions et observations et quels documents avaient été communiqués par les Membres, y compris la Chine, avant l'examen afin que les Membres puissent suivre la pratique adoptée dans le passé pour l'examen transitoire.

3.7 L'intervenant a brièvement rendu compte au Comité des efforts déployés par la Chine pour mettre en œuvre ses engagements et obligations dans le cadre de l'OMC et a donné un aperçu de la Loi sur les licences administratives de la République populaire de Chine, qui était entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2004. L'adoption et l'application de cette loi avaient beaucoup d'importance pour la mise en œuvre des obligations de la Chine dans le cadre de l'Accord de l'OMC sur les licences d'importation. Elle démontrait l'engagement ferme et les efforts véritables du gouvernement chinois à l'égard de l'établissement et de l'application d'une procédure de licence d'importation transparente, ouverte et non discriminatoire et d'autres aspects du processus de licence qui touchent au commerce. Elle avait pour but de régir les activités du gouvernement chinois en matière de licences administratives à divers niveaux. Les licences administratives ayant trait au commerce, y compris les licences d'importation, tombaient naturellement sous le coup de cette loi. Selon les règles applicables de l'OMC et les engagements pris par la Chine dans le cadre de son accession, il convenait que l'octroi des licences administratives soit effectué d'une manière transparente et régulière. Les conditions et procédures régissant l'octroi des licences administratives ne devaient pas être plus restrictives que nécessaire. Cette interprétation par le gouvernement chinois était l'une des principales raisons qui avaient mené à l'adoption de la loi. Cette loi prévoyait des dispositions spécifiques sur le droit des organismes publics de procéder à l'application des procédures et d'exiger le paiement des taxes applicables. Cette loi et la Loi sur le commerce extérieur récemment révisée de la République populaire de Chine avaient eu pour effet de rationaliser davantage le régime de licences d'importation.

3.8 Avant la réunion en cours, la Chine avait fait parvenir au Secrétariat ses réponses au questionnaire sur les procédures de licences d'importation pour 2004 au titre de l'article 7:3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. La Chine avait également donné des précisions sur son régime de licences d'importation en vigueur en 2004 en fournissant des renseignements pertinents au titre de l'annexe 1A de son protocole d'accession. Les réponses au questionnaire et les renseignements visés par l'annexe 1A faisaient mention d'un grand nombre de lois, réglementations et proclamations chinoises qui étaient en cours de traduction. On estimait que ces traductions seraient achevées dans environ deux mois. Des notifications seraient alors communiquées au Comité. Pour ce qui était de l'examen transitoire en cours, quelques Membres avaient fait parvenir un certain nombre de questions à la délégation.

3.9 Un second délégué de la Chine a fait une déclaration concernant la prévention de travaux qu'il n'était pas nécessaire d'effectuer en double dans le cadre de l'examen transitoire et de différents comités de l'OMC. Plusieurs des questions reçues par le Comité des licences d'importation avaient déjà été soulevées au sein du Comité de l'accès aux marchés et avaient fait l'objet d'une réponse claire et détaillée de la part de la Chine. Il y avait une distinction claire entre les mandats des comités ou des conseils et autres organes de l'OMC. Le lien de pertinence entre la mise en œuvre des engagements pris par la Chine dans le cadre de son accession et la portée des mandats de chaque organe était également clairement défini. La Chine voulait vraiment répondre aux questions posées par les Membres mais elle n'admettait pas que les Membres puissent répéter les mêmes questions devant différents comités. Il convenait que les Membres fassent de leur mieux pour respecter le lien de pertinence entre leurs questions et les mandats de chacun des 17 organes chargés de procéder à l'examen transitoire. La délégation chinoise porterait un jugement objectif concernant les questions soulevées à l'avance et déterminerait le comité ou le conseil le plus compétent ou le plus approprié pour en discuter. Elle éviterait ainsi que des travaux sur la même question soient effectués en double au sein de différents organes. Elle tiendrait compte de la pertinence de la question pour le mandat de chacun des comités ainsi que de la question de savoir si le représentant des autorités compétentes pouvait faire partie de la délégation chinoise présente à l'examen transitoire effectué dans le cadre de

différents comités. Le délégué a demandé la compréhension et la coopération des Membres concernés à cet égard.

3.10 La Chine a répondu aux questions communiquées à l'avance par les Membres comme suit:

- a) Question concernant les entités chargées de l'approbation des contingents tarifaires pour l'importation de produits agricoles: ces renseignements figuraient dans l'annonce n° 54 de 2003 qui avait été promulguée conjointement par le Ministère du commerce (le MOFCOM) et la Commission nationale pour le développement et la réforme (CNDR).
- b) Question concernant les entités chargées de l'approbation des contingents tarifaires pour l'importation des engrais: ces renseignements se trouvaient dans le Décret n° 27 de 2002, promulgué conjointement par l'ancienne Commission d'État pour l'économie et le commerce et l'Administration générale des douanes.
- c) Question concernant les entités chargées de l'approbation des licences d'importation automatiques: ces renseignements se trouvaient dans les *Mesures concernant l'administration des licences d'importation automatiques pour les marchandises* promulguées par l'ancien Ministère du commerce extérieur et de la coopération économique, aujourd'hui le MOFCOM, en vertu du Décret ministériel n° 20 de 2001.
- d) Question concernant les entités chargées de l'approbation des licences d'importation et des licences de parts de contingent: ces renseignements se trouvaient dans les *Mesures concernant l'administration des licences d'importation pour les marchandises* promulguées par l'ancien Ministère du commerce extérieur et de la coopération économique, aujourd'hui le MOFCOM, en vertu du Décret ministériel n° 22 de 2001.

Toutes ces annonces pouvaient être trouvées dans le Journal du commerce extérieur et de la coopération économique de la Chine et sur le site Web du MOFCOM. Certaines d'entre elles avaient déjà été traduites et communiquées au Comité dans des notifications et celles qui n'avaient pas encore été notifiées étaient en cours de traduction et seraient notifiées dans les mois à venir. Le délégué a attiré l'attention sur une erreur typographique dans le document relatif à l'annexe 1A du Protocole d'accession distribué sous la cote G/LIC/W/23. L'adresse du site Web mentionnée à la quatrième ligne du dernier paragraphe du document devrait se lire www.mofcom.gov.cn et non pas ch.

- e) Question concernant l'achat, la vente et le transfert de licences d'importation: ces opérations étaient expressément déclarées illégales par l'article 34 de la Loi sur le commerce extérieur récemment révisée et par les articles 66 et 67 du Règlement régissant l'administration de l'importation et de l'exportation des marchandises. Ces dispositions figuraient également dans les règles d'exécution de ces lois et règlements dont notamment les *Mesures concernant l'administration des licences d'importation pour les marchandises*, les *Mesures concernant l'administration des licences d'importation automatiques pour les marchandises*, les *Mesures intérimaires concernant l'administration des contingents tarifaires pour l'importation de produits agricoles* et les *Mesures intérimaires concernant l'administration des contingents tarifaires pour l'importation des engrais*.
- f) Questions concernant la Loi sur le commerce extérieur nouvellement révisée, l'octroi de droits de commercer, et les restrictions quantitatives à l'importation d'automobiles: ces questions avaient déjà été soulevées et le Comité de l'accès aux marchés et le Conseil du commerce des marchandises étaient respectivement les enceintes

appropriées pour les examiner. Le délégué avait répondu en détail à ces questions au cours de l'examen transitoire effectué quelques jours auparavant par le Comité de l'accès aux marchés et il avait indiqué clairement que les réponses ne modifiaient en rien le jugement de la délégation chinoise sur la pertinence de ces questions par rapport à la portée des mandats des comités. Il a conclu en disant, premièrement, que la Loi sur le commerce extérieur serait mise en œuvre d'une manière compatible avec les engagements et obligations de la Chine dans le cadre de l'OMC. Deuxièmement, la Chine poursuivrait la mise en œuvre des engagements qu'elle avait pris concernant la réduction des mesures non tarifaires en 2005.

- g) Question concernant les Mesures concernant l'administration des investissements étrangers dans les domaines commerciaux: cette question avait trait au secteur des services de distribution qui relevait du Conseil du commerce des services et non pas du Comité des licences d'importation.
- h) Question concernant l'inspection sanitaire et le certificat à ce sujet des autorités de contrôle sanitaire de la Chine: cette question avait trait à une mesure SPS et devrait être étudiée dans le cadre de l'examen transitoire effectué par le Comité SPS afin d'éviter aux fonctionnaires des autorités sanitaire et de contrôle de devoir faire des déplacements répétitifs à Genève.

3.11 La Présidente a indiqué qu'elle était encouragée par l'engagement pris par la Chine devant le Comité de respecter les obligations qu'elle avait contractées au moment de son accession à l'OMC.

3.12 Le délégué des États-Unis a demandé s'il existait une liste de toutes les lois, mesures et règlements dans un document particulier ou au Journal officiel ou s'il fallait consulter les diverses sources.

3.13 La déléguée des Communautés européennes a pris note des réponses à l'accord C3 et a dit que les CE poseraient peut-être des questions supplémentaires ultérieurement. Elle a également indiqué qu'elle avait consulté le site Web du MOFCOM mais que les règles les plus récentes dataient de 1991. Elle n'avait trouvé aucun renseignement sur la mise en œuvre ou la publication de textes juridiques. Elle a demandé si le site Web serait mis à jour.

3.14 La déléguée a indiqué que les CE avaient effectivement posé des questions dans une autre enceinte, y compris au Comité de l'accès aux marchés, mais certaines questions n'avaient toujours pas été résolues dont notamment celles qui avaient trait au droit de commercer et à certaines restrictions à l'importation et à l'exportation en particulier en ce qui concernait le droit de commercer eu égard à l'article 9 de la Loi sur le commerce récemment révisée. Les CE souhaiteraient savoir quand et comment les dispositions détaillées concernant le droit de commercer seraient rendues publiques. La déléguée a dit que cela n'avait apparemment pas été fait à ce jour et que les CE aimeraient obtenir des indications concernant la teneur de ces dispositions. Elle a dit que les CE avaient pris note du fait que l'article 9 de la Loi sur le commerce extérieur prévoyait que l'enregistrement ne serait pas obligatoire si les règles et les dispositions et lois administratives en disposaient autrement. Elle souhaiterait obtenir des précisions à ce sujet ou au sujet des cas où l'enregistrement ne serait pas obligatoire. La Chine pouvait-elle confirmer aux CE que cela ne donnerait pas lieu à discrimination? Par ailleurs, les CE étaient préoccupées par les restrictions aux importations et aux exportations et se demandaient quelle serait la compatibilité avec les règles de l'OMC d'éventuelles restrictions qui pourraient être adoptées par la Chine en vertu de la version révisée de la nouvelle Loi sur le commerce extérieur. Les CE avaient également de très sérieuses préoccupations au sujet des secteurs des services et soulèveraient des questions dans une communication qui serait adressée aux Conseils des marchandises et des services.

3.15 Le délégué du Japon a demandé des éclaircissements sur deux points. Premièrement, depuis la tenue du premier examen transitoire, le Japon s'était dit préoccupé par la mise en œuvre par la Chine des contingents d'importation pour les automobiles. La période d'élimination progressive des mesures non tarifaires approchant à grands pas, le Japon ne soulèverait pas la question des contingents d'importation pour les automobiles et demanderait plutôt à la Chine de confirmer que le 1^{er} janvier 2005 elle éliminerait complètement les mesures non tarifaires dans leur secteur de l'automobile et qu'elle ne mettrait pas en place de nouvelles mesures par la suite. En particulier, le délégué souhaitait qu'il soit précisé qu'après le 1^{er} janvier 2005 les fabricants et les importateurs d'automobiles japonaises ne seraient plus tenus de présenter des demandes de licences d'importation non automatiques.

3.16 Deuxièmement, le Japon était préoccupé par les informations provenant de fabricants japonais concernant le manque de transparence dans l'octroi de licences d'importation pour les automobiles (voir le document G/LIC/Q/CHN/11). D'après ce que savait le Japon, un certain type d'automobile ayant 30 sièges ou plus avait été assujéti aux procédures de licences d'importation automatiques. En l'occurrence, seul un nombre limité de demandes japonaises avaient été approuvées. Les raisons expliquant cette situation n'étaient pas connues mais le Japon espérait que les préoccupations ayant cours dans le secteur japonais de l'automobile disparaîtraient rapidement. Si la réglementation devait de nouveau être mal appliquée, le Japon enjoindrait la Chine de demander une nouvelle possibilité d'examiner cette question bilatéralement afin d'en discuter de façon plus approfondie.

3.17 Enfin, le délégué a indiqué que le Japon souhaitait vivement que la Chine fasse en sorte que les procédures de licences d'importation automatiques n'aient pas d'effets de restriction des échanges.

3.18 La Présidente a annoncé qu'il y aurait une correction ou révision au document G/LIC/W/23 pour corriger l'adresse du site Web.

3.19 La déléguée du Canada a soulevé un problème avec lequel le Canada avait été aux prises dans l'application des procédures de licences d'importation de la Chine. Le Canada croyait comprendre que la Chine exigeait que la qualité de toutes les expéditions de matériaux recyclables vers la Chine soit certifiée avant l'expédition selon les prescriptions énoncées aux avis 48-2002 et 115-2003 de l'AQSIQ. L'organisme de certification chinois aux États-Unis, la China Certification and Inspection Company (CCIC), avait informé les fonctionnaires du gouvernement canadien qu'ils fourniraient des inspecteurs pour les expéditions canadiennes de matériaux recyclables uniquement si les frais de déplacement et de logement des inspecteurs étaient remboursés par l'entité canadienne. Les Canadiens avaient confirmé auprès d'exportateurs des États-Unis et de représentants de l'association des États-Unis que seuls les frais d'inspection et non pas les frais de déplacement et de logement étaient facturés aux exportateurs basés aux États-Unis de matériaux recyclables. Cela signifiait que les exportateurs de matériaux recyclables basés aux États-Unis bénéficiaient d'un traitement préférentiel pour leurs expéditions vers la Chine par rapport à celui qui était accordé aux exportateurs canadiens. Le Canada a fait remarquer que l'Accord sur les procédures de licences d'importation prévoyait le droit à un traitement non discriminatoire, à une administration équitable, à un impact sur les échanges qui soit neutre et à des conditions d'admissibilité égales pour toutes les entreprises. De plus, l'Accord sur l'inspection avant expédition prévoyait le droit à une inspection dans le territoire douanier de l'exportateur. Cette question avait été soulevée bilatéralement auprès de fonctionnaires chinois à Ottawa. Le Canada a demandé que cette situation particulière soit examinée, que les sociétés canadiennes de recyclage bénéficient d'un traitement conforme à l'Accord sur les procédures de licences d'importation et que ce traitement soit aussi favorable que celui qui était accordé aux exportateurs des États-Unis.

3.20 Le délégué de la Chine a répondu aux questions comme suit. S'agissant d'abord de la question soulevée par les États-Unis concernant l'existence d'une liste d'entités, il a dit que ces entités étaient énumérées dans tous les décrets et annonces pertinents de toutes les autorités compétentes.

Afin de faciliter les travaux des comités, la Chine procédait à la traduction de tous ces documents pertinents. Certaines de ces traductions avaient été achevées et les autres le seraient dans environ deux mois. Selon le délégué, les traductions des textes complets de ces documents permettraient aux Membres de bien comprendre les renseignements fournis dans la déclaration précédente. S'agissant des difficultés qu'avait eues la représentante des CE lorsqu'elle avait navigué sur le site Web du MOFCOM, le délégué a indiqué qu'il estimait que les renseignements étaient tout à fait à jour. Il était à Genève depuis trois semaines et avait beaucoup consulté le site Web pour mettre à jour des renseignements mais il pouvait comprendre que la langue puisse poser des difficultés aux Membres. Comme il l'avait indiqué, la Chine procédait à la traduction et à la notification de tous les documents intéressant le Comité. Ce problème pouvait également être réglé.

3.21 S'agissant de la question des droits de commercer, le délégué chinois ne savait pas si la représentante des CE avait communiqué avec la personne qui représenterait les CE aux réunions du Comité de l'accès aux marchés parce que la Chine avait répondu exactement aux mêmes questions à la réunion de ce comité et ne pensait pas que le Comité des licences d'importation était l'organe approprié pour examiner la question des droits de commercer. Il n'a pas répété en détail ce qu'il avait dit à la réunion de ce comité mais il a confirmé au Comité des licences d'importation que la Loi sur le commerce extérieur récemment révisée serait mise en œuvre d'une manière compatible avec les obligations et engagements de la Chine dans le cadre de l'OMC et les règles d'exécution concernant les droits de commercer avaient également été promulguées. À cet égard, il espérait que la déléguée des CE consulterait les renseignements que la Chine avait fournis au Comité de l'accès aux marchés.

3.22 S'agissant des questions du Japon, le délégué chinois avait cru avoir répondu clairement dans sa déclaration lorsqu'il avait dit qu'en 2005 la Chine poursuivait la mise en œuvre des engagements qu'elle avait pris concernant la réduction de ses mesures non tarifaires. Passant à une autre question soulevée par le délégué japonais dans son intervention, il estimait que le régime de licences non automatiques de la Chine était compatible avec ses obligations ou engagements au titre de l'Accord sur les procédures de licences d'importation et la Chine ne voyait pas du tout pourquoi elle devrait abolir ce régime de licences d'importation automatiques. Compte tenu du très grand nombre de mesures non tarifaires ayant été éliminées dans le court laps de temps qui avait suivi l'accession de la Chine, celle-ci estimait qu'il était très important de suivre l'évolution des échanges de ces produits et le régime de licences d'importation automatiques était un bon moyen de suivre de près l'évolution récente de ces échanges. Le délégué ne voyait pas la nécessité d'abolir le régime de licences d'importation automatiques mais il a confirmé au Comité que ce régime serait mis en œuvre d'une manière compatible avec les obligations de cette Organisation.

3.23 En réponse à la question de la déléguée du Canada, le délégué chinois a dit qu'il ne pouvait entrer dans le détail parce qu'il n'avait pas les renseignements nécessaires. Cette question avait trait aux mesures adoptées par les autorités chinoises de contrôle sanitaire et il espérait que la Chine pourrait se pencher sur cette question dans les mois à venir aux réunions des Comités SPS ou OTC afin d'éviter que les représentants de ces autorités n'aient à effectuer des déplacements répétitifs à Genève. Il a également proposé que des renseignements plus détaillés soient fournis avant la réunion afin que la délégation chinoise puisse préparer ses réponses.

3.24 Le délégué du Japon a dit qu'il y avait eu un malentendu dans l'échange entre le Japon et la Chine. Le Japon ne contestait pas le droit de la Chine de procéder à l'octroi de licences d'importation automatiques mais faisait remarquer qu'en 2004 un certain type d'automobile avait été assujéti à l'obtention de licences automatiques. Le Japon avait constaté que la réglementation avait été mal appliquée dans un cas donné parce que son secteur de l'automobile avait indiqué qu'il était arrivé que seul un nombre limité de demandes aient été approuvées cette année-là. Cela n'aurait pas dû se produire dans le cadre d'un régime de licences automatiques et le Japon demandait donc que le message soit transmis à Pékin.

3.25 La déléguée du Canada a dit que la délégation canadienne soumettrait sa question par écrit et déterminerait le comité dans le cadre duquel elle devrait être examinée ainsi que la manière de le faire. Elle a dit qu'il n'était pas certain que cette question relevait de l'Accord OTC. Il s'agissait d'une inspection de la qualité avant l'exportation mais en l'occurrence il s'agissait aussi de l'accès aux services d'inspection en vue d'obtenir une licence d'importation.

3.26 Le délégué des États-Unis a dit que la question relative à l'AQSIQ avait des aspects qui touchent à l'octroi de licences. Il souhaitait qu'il y soit répondu dans un délai d'un mois et reviendrait sur la question à une réunion ultérieure.

3.27 Le délégué de la Chine croyait se souvenir qu'une demande visant à abolir ou à éliminer le régime de licences automatiques avait été présentée au sein du Comité de l'accès aux marchés ou dans les questions qui avaient été communiquées. En ce qui concernait la question soulevée par la délégation japonaise, il avait vérifié auprès des services chinois chargés de l'octroi des licences et ces derniers n'estimaient pas que leurs pratiques étaient incompatibles avec les dispositions de leurs propres décrets, annonces ou règlements ou avec les obligations relevant du Comité et il a rappelé aux Membres que la Chine avait une nouvelle Loi sur les licences administratives ainsi qu'une Loi sur les procédures administratives qui établissaient les procédures dont pouvaient se prévaloir les sociétés japonaises pour résoudre leurs difficultés.

3.28 Le délégué du Japon a dit qu'il serait difficile de tenir un débat à la réunion parce qu'il devait reposer sur ce qui se faisait réellement aux douanes et ailleurs. Il transmettait également le message à l'administration centrale et souhaiterait que ce débat soit poursuivi ultérieurement.

3.29 Le Comité a conclu l'examen. Conformément à la pratique suivie après les deux examens précédents, le Comité a demandé au Secrétariat d'établir un bref rapport factuel pour présentation au CCM qui ferait mention des documents pertinents et de la partie du compte rendu de la réunion qui avait trait à l'examen transitoire.

4. Rapport (2004) au Conseil du commerce des marchandises

(G/LIC/W/21)

4.1 La Présidente a dit que le Comité était tenu de présenter tous les ans un rapport d'activité au Conseil du commerce des marchandises. Un projet de rapport au CCM, retraçant les activités du Comité en 2004, avait été distribué sous la cote G/LIC/W/21 et soumis au Comité pour examen. Après la distribution de ce document, des notifications avaient été présentées par la Bulgarie, Singapour, le Taipei chinois, les CE, Hong Kong, Chine, la Jamaïque et le Mexique. Le rapport serait mis à jour pour tenir compte de ces notifications, des travaux du Comité à la réunion en cours et de toutes autres notifications reçues jusqu'à la date de la publication du rapport.

4.2 Le Comité a adopté le rapport, sous réserve de mise à jour, pour présentation au Conseil du commerce des marchandises.

5. Quatrième examen biennal de la mise en œuvre et du fonctionnement de l'Accord

5.1 La Présidente s'est référée au document de base du Secrétariat contenant des informations factuelles pour la période allant du 12 octobre 2000 au 15 septembre 2004 et distribué sous la cote G/LIC/W/22 dans le cadre de la préparation de l'examen prévu à l'article 7:1 de l'Accord. Elle a dit que le document serait mis à jour afin de tenir compte des discussions de la réunion en cours ainsi que des notifications reçues par le Secrétariat avant que la version finale du document soit distribuée dans la série de documents G/LIC/-. L'annexe 4 serait mise à jour pour tenir compte d'autres documents distribués dans la série de documents G/LIC/Q/-.

5.2 Le Comité est convenu d'adopter le rapport tel qu'il a été mis à jour.

6. Autres questions

i) *Questions posées aux Communautés européennes*

b) Restrictions relatives à la viande de porc

6.1 Le délégué des États-Unis a posé des questions aux Communautés européennes concernant la viande de porc et l'uranium enrichi. Il a promis de faire distribuer les questions par écrit et espérait une réponse écrite. Commenant par la viande de porc, il a dit qu'en mai, dans le document portant la cote G/LIC/N/3/EEC/6/Add.1, l'UE avait notifié ses procédures de licences pour les contingents tarifaires agricoles, y compris les contingents tarifaires pour les importations de viande de porc. Selon une publication officielle récente (le Règlement (CE) n° 1458/2003), des dispositions additionnelles avaient été adoptées concernant le mode de gestion des contingents tarifaires dans le secteur de la viande de porc, y compris, par exemple, une limite de 10 pour cent du contingent total sur la quantité pour laquelle chaque importateur était autorisé à demander des licences. Les États-Unis étaient préoccupés par le fait que cette pratique imposait des effets supplémentaires de distorsion des échanges aux importations, qu'elle constituait une contrainte administrative et qu'elle semblait plus restrictive que nécessaire. Son application dissuadait la pleine utilisation du contingent. Ces préoccupations avaient également été communiquées au Comité de l'agriculture. Le délégué a fait remarquer au Comité des licences d'importation qu'aucune de ces dispositions n'avait été incluse dans le document G/LIC/N/3/EEC/6/Add.1 qui ne faisait pas mention du Règlement (CE) n° 1458/2003 ou d'une quelconque limite fixée aux répartitions des importations au sein du contingent tarifaire. Il a demandé que la délégation de l'UE fournisse des renseignements sur les procédures de licence autorisées par le Règlement (CE) n° 1458/2003 pour le contingent tarifaire et qu'elle mette à jour sa notification au Comité en répondant aux questions suivantes: 1) Comment la limite de 10 pour cent était-elle calculée et pourquoi avait-elle servi de plafond pour des catégories placées dans le groupe 2, même lorsque cette catégorie n'était pas pleinement utilisée? 2) Comment les parties cherchant à exporter plus de 10 pour cent du volume du contingent pouvaient-elles le faire?

c) Restrictions relatives à l'uranium

6.2 La deuxième question du délégué des États-Unis concernait les restrictions relatives aux ventes d'uranium enrichi. Le délégué a dit que depuis 1992 l'UE maintenait des restrictions quantitatives strictes à l'importation d'uranium naturel et enrichi afin de protéger ses producteurs nationaux. Depuis 1994, des restrictions à l'importation étaient appliquées conformément aux termes d'une déclaration jamais publiée, la Déclaration de Corfou, qui imposerait des contingents explicites pour les importations d'uranium naturel et enrichi. S'agissant de l'uranium enrichi, les États-Unis estimaient qu'une part d'environ 20 pour cent seulement du marché européen était ouverte aux importations de ce produit. Les contingents étaient appliqués au moyen de restrictions sous forme de licences administrées par l'Agence d'approvisionnement d'Euratom. Ces restrictions avaient une incidence négative sur les fournisseurs de produits importés et les États-Unis souhaiteraient obtenir des renseignements supplémentaires au sujet de ces restrictions. Les États-Unis ont demandé des éclaircissements concernant la teneur et l'objectif de la Déclaration de Corfou, en particulier les restrictions quantitatives imposées sur les importations d'uranium enrichi, une notification au Comité sur le régime de licences dans le cadre duquel ces contingents étaient appliqués, et une copie au Comité de la législation qui leur donnait effet. Le délégué a demandé à l'UE de fournir une copie de la Déclaration de Corfou ainsi que des annexes pertinentes traitant de la question de l'accès des importations au marché de l'uranium naturel et enrichi de l'UE.

6.3 La déléguée des CE a dit que le mode de gestion du contingent tarifaire pour la viande de porc était une question qui avait été soulevée en partie à la réunion du 22 septembre 2004 du Comité de l'agriculture par les États-Unis et à laquelle les CE avaient fourni une réponse écrite qui avait été distribuée à tous les Membres. Il n'y avait rien de nouveau dans ce régime qui remontait à 1995. La dernière notification sur le régime de licences était datée du 1^{er} juillet 2003 et le Règlement (CE) n° 1458/2003 avait été publié en août 2003. La version intégrale du règlement précédent (1456/1995), qui figurait également aux pages 80 à 90 du document AG/N/EEC/1/2, CC/N/3/EEC/4Add.1 et EEC/15/Add.1 du 14 juin 2001 serait communiquée par écrit par les CE. La déléguée répondrait aux questions concernant l'uranium enrichi à la réunion suivante.

ii) *Dates de la prochaine réunion*

6.4 La Présidente a informé les Membres que le Secrétariat avait réservé à titre provisoire les dates du 18 mai et du 28 septembre 2005 pour les prochaines réunions du Comité, étant entendu que des réunions additionnelles seraient convoquées en cas de besoin.

6.5 Le Comité a pris note de l'information.
